



Sommaire

FISCALITE	4
PANAMA PAPERS	4
28 juin 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale	4
o Projet de rapport.....	4
6 juin 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale	4
o Audition publique.....	4
BLANCHIMENT D’ARGENT	4
8 juin 2017 – Conseil de l’UE, formation Justice	4
o Accord.....	4
SEMESTRE EUROPEEN	4
22 et 23 juin 2017 – Conseil européen	4
o Approbation	5
16 juin 2017 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques	5
o Approbation	5
TRANSPARENCE FISCALE	5
28 juin 2017 – Commission européenne	5
o Discours	5
21 juin 2017 – Commission européenne	5
o Révision d’une directive	5
12 juin 2017 – Commissions des Affaires économiques et des Affaires juridiques	5
o Adoption du projet de rapport.....	6
BILAN DE LA PRESIDENCE	6
16 juin 2017 – Conseil de l’UE, formation des Affaires économiques	6
o Approbation	6
TVA	6
16 juin 2017 – Conseil de l’UE, formation des Affaires économiques	6
o Discussion.....	6

DONNEES PERSONNELLES	7
ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) . 7	
14 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29).....	7
o Lettre.....	7
13 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29).....	7
o Rapport.....	7
7 juin 2017 – Commission européenne	7
o Questionnaire.....	7
REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES	7
7 et 8 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)	7
o Réunion	7
LIBRE CIRCULATION DES DONNEES	8
20 juin 2017 – Commissaire au numérique.....	8
o Audition.....	8
1 juin 2017 – Commission européenne	8
o Déclaration.....	8
RETENTION DES DONNEES	8
13 juin 2017 – Conseil	8
o Rapport d'étape	8
MARCHE INTERIEUR	9
INSOLVABILITE	9
29 juin 2017 - Commissaire à la Justice	9
o Discours	9
27 juin 2017 – Parlement européen	9
o Procédure.....	9
26 juin 2017 – Commission européenne	9
o Entrée en vigueur	9
8 et 9 juin 2017 - Conseil de l'UE, formation Justice et Affaires intérieures.....	9
o Débat d'orientation.....	9
POLITIQUE INDUSTRIELLE	10
22 et 23 juin 2017 – Conseil de l'UE.....	10

o	Conclusions.....	10
	FUSIONS, SCISSIONS ET TRANSFERTS TRANFRONTALIERS	10
	13 juin 2017 – Parlement européen	10
o	Résolution.....	10
	PAQUET SUR LES SERVICES	10
	23 juin 2017 – Commission parlementaire du Marché intérieur.....	10
o	Projet de rapport.....	10
	1 juin 2017 – Comité économique et social européen.....	10
o	Avis	10
	OUTIL D’INFORMATION SUR LES ENTREPRISES	11
	9 juin 2017 – Commission européenne	11
o	Lancement d’une plateforme.....	11
	NUMERISATION DES ENTREPRISES	11
	1 juin 2017 - Parlement européen	11
o	Débat.....	11
	EMPLOI	12
	TRAVAILLEURS DETACHES	12
	15 et 16 juin 2017 - Conseil de l’UE formation Emploi et politique sociale	12
o	Discussion.....	12
	10 juin 2017 – Commission parlementaire de l’Emploi	12
o	Report.....	12
	9 juin 2017 - Présidence maltaise du Conseil de l’UE	12
o	Rapport sur l’état des travaux.....	12
	PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	12
	15 et 16 juin 2017 - Conseil de l’UE formation Emploi et politique sociale	12
O	Débat.....	12

FISCALITE

PANAMA PAPERS

28 juin 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale

- Projet de rapport

Le Parlement a publié le [projet de rapport](#) du socialiste danois Jeppe Kofod et du libéral tchèque Petr Jezek relatif au blanchiment de capitaux, à l’évasion fiscale et à la fraude fiscale. Ils estiment que tant que les pratiques de transfert d’argent entre juridictions seront tolérées, les mesures prises pour les combattre auront peu d’effet et que la législation européenne n’est ni suffisante ni correctement appliquée pour empêcher de nouveaux scandales. Ils concluent que de nombreuses questions restent sans réponse concernant la portée de l’évasion fiscale et les méthodes employées.

6 juin 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale

- Audition publique

Les [présentations](#) faites lors de l’audition publique du 9 mai sur la coopération en matière fiscale avec les juridictions européennes de Madère, de Gibraltar et des îles anglo-normandes ont été publiées.

BLANCHIMENT D’ARGENT

8 juin 2017 – Conseil de l’UE, formation Justice

- Accord

Les ministres de la Justice ont adopté leur [position](#) sur la [directive](#) visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal proposée en décembre 2016. L’objectif est d’établir des règles minimales de définition des délits et des sanctions criminelles, de lever les obstacles à la coopération policière et judiciaire et d’aligner les règles européennes avec celles des organisations internationales. Les discussions entre Etats ont essentiellement porté sur la définition d’« activité criminelle », sur l’introduction d’une obligation de criminalisation de l’auto-blanchiment et sur le lien avec la directive sur la protection des intérêts financiers de l’UE. Le Parlement travaille encore sur sa position.

SEMESTRE EUROPEEN

22 et 23 juin 2017 – Conseil européen

- Approbation

Le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement, a [approuvé](#) les recommandations annuelles pays par pays faites par la Commission aux 27 Etats membres sur leurs politiques économiques et fiscales. Les chefs d'Etats et de gouvernement ont ainsi clôturé la procédure du Semestre européen qui implique de surveiller les politiques nationales pendant six mois.

16 juin 2017 – Conseil de l'UE, formation Affaires économiques

- Approbation

Les ministres des Finances ont [approuvé](#) les recommandations annuelles que la Commission a faites aux 27 Etats membres sur leurs politiques économiques et fiscales. Sur la base des grandes lignes données par le Conseil européen en mars, les Etats ont présenté en avril un programme de réforme de leur politique économique et un programme de convergence de leur politique budgétaire. La Commission a ensuite donné son avis sur ces programmes et fait des recommandations, que le Conseil des ministres a approuvé. Le Conseil européen doit désormais se prononcer.

TRANSPARENCE FISCALE

28 juin 2017 – Commission européenne

- Discours

Le commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, a fait un [discours](#) à l'occasion de la [Conférence sur l'équité fiscale](#) organisée par la Commission. Après avoir rappelé les dernières actions de la Commission en matière fiscale, il a présenté les principaux éléments de la réforme de la TVA qui est attendue avant la fin de l'année et la façon dont elle promouvra l'équité.

21 juin 2017 – Commission européenne

- Révision d'une directive

La Commission a proposé de [nouvelles règles](#) de transparence pour les intermédiaires, tels que les conseillers fiscaux, les comptables, les banques et les avocats qui conçoivent et promeuvent des dispositifs de planification fiscale pour leurs clients. L'intermédiaire et le client seront obligés de déclarer tout dispositif transfrontière qui comporte certaines caractéristiques (par exemple, le recours à des régimes fiscaux spéciaux favorables). Le texte devra être adopté par le Conseil après consultation du Parlement. Le discours du commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, est disponible [ici](#).

12 juin 2017 – Commissions des Affaires économiques et des Affaires juridiques

- Adoption du projet de rapport

Les députés des commissions Affaires économiques et Affaires juridiques ont adopté le [projet de rapport](#) rédigé par les socialistes belge Hugues Bayet et autrichienne Evelyn Regner, malgré l'abstention du groupe socialiste qui estimait que les groupes libéraux et conservateurs avaient réussi à introduire une dérogation à la transparence fiscale trop aisée à obtenir. Les députés des commissions conjointes ont cependant refusé de donner aux co-rapporteurs un mandat pour entamer les négociations avec le Conseil et la Commission. Ce sera donc à la plénière de déterminer si les rapporteurs peuvent engager ces négociations.

BILAN DE LA PRESIDENCE

16 juin 2017 – Conseil de l'UE, formation des Affaires économiques

- Approbation

La présidence maltaise a fait le [bilan](#) des avancées fiscales pendant son mandat. Concernant l'assiette de l'impôt sur les sociétés, le groupe de travail du Conseil a examiné la proposition et les Etats ont demandé plus de flexibilité pour les décisions nationales de politique économique. Concernant la taxe sur les transactions financières, un grand travail est toujours nécessaire entre Etats. Pour ce qui relève des accords d'échange d'information, les Maltais ont relancé les discussions avec le Liechtenstein.

TVA

16 juin 2017 – Conseil de l'UE, formation des Affaires économiques

- Discussion

Les Etats n'ont pas réussi à trouver un compromis sur une proposition de directive qui permettrait d'appliquer, en attendant la révision des règles sur la TVA prévues en fin d'année, un mécanisme de renversement de la responsabilité de la TVA. Ce mécanisme serait temporaire et ne s'appliquerait qu'aux biens et services supérieurs au seuil de 10 000 euros.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

14 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Lettre

Les Cnil européennes ont envoyé une [lettre](#) à la Commission européenne pour lui exposer leurs attentes en matière de révision du Privacy Shield prévue en septembre 2017. Elles demandent des preuves précises de la façon dont les services de renseignement américains rassemblent les données et des informations sur la date de prise de fonction des responsables américains de la protection des données européennes. L'objectif premier des autorités européennes de protection des données est de renforcer la protection de ces données alors que la Commission a annoncé qu'il fallait surtout limiter toute détérioration de cette protection.

13 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Rapport

La présidente du G29, Isabelle Falque-Pierrotin, a annoncé que les Cnil européennes se réservaient le droit de faire un rapport séparé de celui de la Commission sur la révision du Privacy Shield. Le G29 entend pouvoir commenter le rapport de la Commission avant que celui-ci ne soit finalisé mais les autorités européennes de protection des données n'hésiteront pas à faire leur propre diagnostic sur le degré de protection des données européennes qu'offre l'accord en cas de divergence d'analyse avec la Commission.

7 juin 2017 – Commission européenne

- Questionnaire

La Commission européenne a envoyé un questionnaire à plusieurs parties prenantes en vue de préparer sa première révision du Privacy Shield à l'automne. Elle souhaite avoir un retour sur les expériences des entreprises certifiées, sur les politiques qu'elles ont mises en place en interne pour remplir les obligations et sur les éventuelles plaintes reçues. Les réponses sont attendues d'ici le 5 juillet.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

7 et 8 juin 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Réunion

La dernière réunion du groupe des Cnil européennes a été l'occasion de discuter de la mise en place du règlement. Les autorités nationales de protection des données ont parlé des lignes directrices sur la certification, le profilage, les notifications pour les violations de données, le consentement, la transparence et les transferts de données. Elles ont aussi discuté de leurs relations avec le Contrôleur européen à la protection des données pour rédiger ces lignes directrices.

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

20 juin 2017 – Commissaire au numérique

- Audition

Le Parlement européen a auditionné la candidate bulgare au poste de commissaire au Numérique, Mariya Gabriel. Concernant les données, elle s'est opposée aux obligations de localisation et estime que la libre circulation des données doit être la cinquième liberté du marché unique. La proposition législative que la Commission prévoit de publier à l'automne portera également sur la portabilité et l'accessibilité. Une étude d'impact est en cours. La candidate a reçu un accueil chaleureux des députés parmi lesquels elle siège depuis 2009.

1 juin 2017 – Commission européenne

- Déclaration

A l'occasion d'une conférence au Parlement européen, le directeur par intérim des réseaux à la DG CNECT de la Commission, Pearse O'Donohue, a déclaré que la Commission allait présenter une proposition sur la localisation et la portabilité des données. Le texte devrait être « simple, léger et court ». La Commission prévoira un mécanisme de coopération avec les États membres lorsque ceux-ci voudront créer de nouvelles obligations de localisation des données, l'objectif étant de limiter les potentielles nouvelles restrictions.

RETENTION DES DONNEES

13 juin 2017 – Conseil de l'UE

- Rapport d'étape

Le groupe de travail du Conseil créé à la suite de l'arrêt de la Cour de justice européenne en 2016 déclarant illégale l'obligation générale de conservation des données a publié un [rapport d'étape](#). Celui-ci indique qu'un consensus semble émerger sur le fait que les informations basiques de l'abonné, comme les adresses IP, n'entrent pas dans le champ de l'arrêt. La présidence maltaise a invité les États à fournir des exemples de cas dans lesquels la rétention des données est indispensable à la prévention et à la poursuite des crimes.

MARCHE INTERIEUR

INSOLVABILITE

29 juin 2017 - Commissaire à la Justice

- Discours

A l'occasion du 6^e Congrès sur l'insolvabilité et la restructuration, la commissaire en charge de la Justice Vera Jourova a prononcé un [discours](#) sur la modernisation du cadre européen de l'insolvabilité. Elle a présenté l'état des discussions concernant la [proposition de directive](#) relative aux cadres de restructuration préventifs, à la seconde chance et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et d'apurement en vue d'inciter les investissements transnationaux.

27 juin 2017 – Parlement européen

- Procédure

La députée allemande de centre-droit Angelika Niebler qui est rapporteure en commission des Affaires juridiques saisie au fond sur la proposition de directive sur l'insolvabilité, a annoncé qu'elle publiera son projet de rapport à l'automne. Le vote en commission est prévu pour janvier 2018.

26 juin 2017 – Commission européenne

- Entrée en vigueur

Le [règlement](#) mettant à jour celui de 2000 sur les procédures d'insolvabilité transfrontières est entré en vigueur. Adopté en 2015, il vise essentiellement à faciliter le recouvrement des dettes et à garantir la reconnaissance des décisions judiciaires d'insolvabilité dans l'ensemble de l'UE.

8 et 9 juin 2017 - Conseil de l'UE, formation Justice et Affaires intérieures

- Débat d'orientation

Lors de leur [débat d'orientation](#), sur la [proposition de directive](#) sur l'insolvabilité, les ministres en charge de la Justice ont confirmé l'approche de la présidence maltaise selon laquelle la limitation du rôle des tribunaux et des autorités administratives en charge des procédures de restructuration préventive donnerait plus de flexibilité aux Etats membres. Ils ont également confirmé le principe selon lequel le débiteur devrait rester au moins partiellement propriétaire de son activité et de ses actifs.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

22 et 23 juin 2017 – Conseil de l’UE

- Conclusions

Dans leurs [conclusions](#) qui portent sur la sécurité et la défense, l’Accord de Paris sur le changement climatique, l’emploi, la croissance et la compétitivité, les migrations et l’Europe numérique, les vingt-huit chefs d’Etat et de gouvernement soulignent également le rôle essentiel de l’industrie dans la réalisation du marché unique européen. En adéquation avec les [conclusions](#) du Conseil Compétitivité du 29 mai 2017, ils demandent des mesures concrètes pour que l’UE dispose d’une base industrielle solide et compétitive.

FUSIONS, SCISSIONS ET TRANSFERTS TRANFRONTALIERS

13 juin 2017 – Parlement européen

- Résolution

Les eurodéputés ont adopté une [résolution](#) non-législative sur la conduite des fusions et scissions transfrontalières par 490 voix en faveur (46 contre et 103 abstentions). Les députés ont rappelé que le manque de règles communes entraîne des difficultés procédurales, administratives et financières pour les entreprises intéressées qui font face à des risques d’abus et de dumping. La résolution appelle à prévoir la plus grande harmonisation possible lors de la révision de la directive de 2005 sur les fusions transfrontalières, annoncée avant la fin de l’année, notamment en ce qui concerne la gestion des actifs et des passifs, les droits des créanciers et des actionnaires minoritaires, et la mise en place de normes d’information et de consultation des travailleurs.

PAQUET SUR LES SERVICES

23 juin 2017 – Commission parlementaire du Marché intérieur

- Projet de rapport

Le [projet de rapport](#) du député allemand de centre-droit Andreas Schwab a été publié. Il amende la [proposition de directive](#) sur le test de proportionnalité que les Etats doivent effectuer avant de modifier ou d’introduire des professions réglementées. Le rapporteur propose d’exclure les professions de santé du champ d’application. Il souhaite que la proportionnalité soit évaluée par les Etats membres et non par une autorité indépendante. Il demande d’évaluer le principe de non-discrimination au regard de la nationalité et de la résidence. Les amendements peuvent être déposés jusqu’au 5 septembre.

1 juin 2017 – Comité économique et social européen

- Avis

Le Conseil économique et social européen, l'organe consultatif composé de représentants de la société civile organisée, a publié un [avis](#) sur le Paquet services. Il considère que des lignes directrices seraient plus appropriées qu'une directive pour faire en sorte que les Etats membres effectuent un contrôle de proportionnalité avant d'adopter toute nouvelle réglementation de professions. De la sorte, les Etats pourraient choisir le moyen de contrôle le plus en phase avec leur système législatif.

OUTIL D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES

9 juin 2017 – Commission européenne

- Lancement d'une plateforme

La Commission a lancé une [plateforme](#) qui compile les registres nationaux des sociétés de tous les Etats membres afin de faciliter le commerce transfrontalier et d'améliorer la confiance et la transparence dans le marché unique. La création de cette plateforme vise à faire face à la demande croissante d'informations sur les entreprises qui agissent dans plusieurs Etats membres.

NUMERISATION DES ENTREPRISES

1 juin 2017 - Parlement européen

- Débat

Une [résolution](#) non-législative sur le passage au numérique des entreprises européennes a été adoptée par le Parlement européen par 571 voix en faveur (32 contre et 35 abstentions). Les eurodéputés considèrent que le passage au numérique des entreprises nécessite des infrastructures de pointe, un environnement favorable aux investissements, un cadre législatif propice à l'innovation et une stratégie de développement des compétences numériques. Le Parlement souligne l'importance pour l'UE de jouer un rôle de chef de file dans des domaines tels que la 5G, les calculateurs à haute performance, l'intelligence artificielle, l'informatique en nuage, l'analyse de gros volumes de données, l'internet des objets ou encore la robotique.

EMPLOI

TRAVAILLEURS DETACHES

15 et 16 juin 2017 - Conseil de l'UE, formation Emploi et politique sociale

- Discussion

Les ministres de l'Emploi ont [discuté](#) de la [proposition de directive](#) sur le détachement de travailleurs. Un blocage persistant concerne la durée maximale de détachement : la France défend 12 mois alors que les Maltais préfèrent 24 mois (cela détermine le moment à partir duquel le travailleur détaché peut bénéficier des conditions d'emploi de l'Etat d'accueil). Les États membres ont reporté l'adoption d'une position commune au prochain Conseil des ministres qui est prévu le 23 octobre.

10 juin 2017 – Commission parlementaire de l'Emploi

- Report

Le vote sur le [projet de rapport](#) de la Française de centre-droite Elisabeth Morin-Chartier et de la Néerlandaise socialiste Agnes Jongerius, initialement prévu pour juillet a été décalé au 28 septembre en raison du nombre d'amendements déposés. Le vote en plénière est à ce jour prévu en octobre.

9 juin 2017 - Présidence maltaise du Conseil

- Rapport sur l'état des travaux

La présidence maltaise du Conseil dont le mandat s'est achevé le 30 juin a transmis aux ambassadeurs des Etats membres un [rapport](#) sur l'état d'avancement des travaux menés sur la proposition de directive des travailleurs détachés. En dépit du rapprochement des positions nationales en matière de sous-traitance et de travailleurs intérimaires, ce rapport fait état de dissensions encore importantes sur la rémunération et sur la durée de détachement.

PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

15 et 16 juin 2017 - Conseil de l'UE formation Emploi et politique sociale

- Débat

Les ministres de l'Emploi ont [discuté](#) des objectifs de l'[initiative](#) proposée en avril 2017 par la Commission sur le pilier européen des droits sociaux. Ils ont souligné que les Etats membres avanceront à des vitesses différentes compte tenu de la diversité de leurs situations nationales. Ils soulignent que le pilier constitue une chance d'aboutir à une Europe plus juste et plus sociale. Ils espèrent parvenir à un accord sur une proclamation interinstitutionnelle avec la Commission européenne et le Parlement d'ici la fin de l'année 2017.